

Neunte Sitzung – Neuvième séance

Montag, 14. Dezember 1992, Nachmittag
Lundi 14 décembre 1992, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Schmidhalter

Fragestunde – Heure des questions

Frage 34:

**Loeb François. Menschenrechte im Iran
Droits de l'homme en Iran**

Ist dem Bundesrat bekannt, dass die Bahai-Religion im Iran immer wieder Unterdrückungen ausgesetzt ist und dass gerade jetzt wieder zwei Todesurteile aufgrund der Religionszugehörigkeit gefällt worden sind? Kann sich der Bundesrat zugunsten der Verurteilten einsetzen?

Question 35:

**Aguet. Menschenrechte im Iran
Droits de l'homme en Iran**

A cause de leur appartenance à la communauté bahá'ís, MM. Bihnam Mithaqi et Kayvan Khalajabadi ont été arrêtés il y a trois ans. La Cour révolutionnaire islamique de Téhéran, selon une information orale, les aurait condamnés à mort. Le Conseil fédéral, dans le cadre de sa politique active en faveur des droits de l'homme, s'est-il intéressé à ces deux cas? Est-il prêt à intervenir en leur faveur? Soutient-il les efforts de Me Reynaldo Galindo Pohl, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Dans sa réponse du 18 juin dernier au postulat de M. Ziegler Jean, sur les assassinats en Iran, le Conseil fédéral a déclaré que la Suisse suivait avec attention l'évolution des droits de l'homme dans ce pays.

Lors de la dernière session de la Commission des droits de l'homme à l'ONU, à Genève, en février dernier, la Suisse a coparrainé une résolution qui visait à prolonger d'une année le mandat du rapporteur spécial pour l'Iran, Me Galindo Pohl. Dans son rapport intermédiaire du 24 novembre dernier, présenté devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, Me Galindo Pohl fait état de la situation préoccupante des droits de l'homme en général, et notamment des violations contre les membres de la communauté des bahá'ís. Ce rapport confirme la condamnation à mort, par un tribunal révolutionnaire, des deux bahá'ís mentionnés dans la question de M. Aguet, conseiller national. Ils se trouvent maintenant dans la prison d'Evin, à Téhéran. Après une période de calme relatif, les membres de cette communauté se trouvent une nouvelle fois persécutés à cause de leurs convictions religieuses. Le rapport fait état d'expropriations, de détentions arbitraires, de tortures systématiques et d'exécutions sommaires.

La Suisse est intervenue bilatéralement à plusieurs reprises pour le respect des droits de l'homme en Iran. En juillet dernier, par exemple, le Département fédéral des affaires étrangères a transmis un aide-mémoire vigoureux à l'ambassade d'Iran à Berne au sujet de l'assassinat présumé d'un bahá'í en Iran. L'Iran et la Suisse sont parties au Pacte international de l'ONU de 1966 relatif aux droits civils et politiques. Ce pacte engage les Etats parties à respecter entre autres la liberté de religion et d'opinion, et à interdire toute discrimination. La

Suisse, qui est intervenue, interviendra encore sur la base de cet instrument. Elle le fera auprès des autorités iraniennes et demandera l'application de cette clause pour toutes les personnes se réclamant de la foi bahá'ie.

Frage 36:

**Goll. Vergewaltigungen als Kriegsverbrechen ahnden
Viols à punir comme des crimes de guerre**

Ist der Bundesrat – als Depositär der Genfer Konventionen und der Protokolle derselben – bereit, bei der internationalen Untersuchungskommission (Commission d'établissement des faits) unverzüglich vorstellig zu werden, damit die Vergewaltigungen in Ex-Jugoslawien und alle Kriegsverbrechen endlich ernsthaft untersucht und geahndet werden?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je peux vous répondre, Madame, qu'il y a quelques jours le Conseil fédéral a renouvelé son appel solennel à toutes les parties au conflit sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, pour qu'elles respectent les règles fondamentales du droit humanitaire international. Dans une déclaration qu'a lue le président de la Confédération ici même, le 9 décembre dernier, le Conseil fédéral a condamné les violations massives du droit humanitaire, en particulier les crimes qui sont perpétrés contre les femmes soumises systématiquement à des viols d'une particulière bestialité, cet aspect de la purification «ethnique» étant dénoncé avec une vigueur proportionnelle à l'horreur qu'elle inspire. En outre, le Conseil fédéral a déclaré qu'il entendait collaborer avec la commission d'experts constituée par le secrétaire général des Nations Unies pour rassembler, pour analyser toutes les informations disponibles sur les violations du droit international humanitaire dans l'ancienne Yougoslavie. Le Conseil fédéral espère que cet effort débouchera à brève échéance sur la création d'une juridiction pénale internationale où les criminels devraient répondre de leurs actes.

Au surplus, je remarque que votre assemblée aura l'occasion de revenir sous peu sur ce problème; ce sera lors de la discussion des interpellations urgentes de Mmes Daepf et Haering Binder ainsi que d'autres, discussion qui aura lieu dans cette enceinte le 17 décembre prochain.

Frau Goll: Herr Bundesrat, ich bin nicht ganz zufrieden mit Ihrer Antwort; ich möchte es gerne etwas genauer wissen, und zwar weil in dieser Frage, wie ich sie gestellt habe, ganz klar auch ein Hebel zum Handeln angesetzt wäre, ein Hebel vorhanden wäre, mit dessen Hilfe der Bundesrat sofort eingreifen könnte. Als Depositär der Genfer Konventionen und des Genfer Protokolls haben Sie nämlich die Möglichkeit, sofort zu intervenieren, damit diese Kriegsverbrechen, diese Vergewaltigungen auch als Kriegsverbrechen geahndet werden. Das haben auch Tausende von Frauen während der letzten Woche an Demonstrationen in der ganzen Schweiz als Forderung erhoben.

Ich möchte nun von Ihnen genauer wissen, wann Sie vorhaben zu intervenieren.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Encore une fois, Madame, c'est le 17 décembre prochain, dans quelques jours, que votre conseil aura l'occasion d'entrer plus en détail sur cette abominable affaire et sur les démarches qui doivent être politiquement entreprises. Si nous n'avons pas fait directement usage, en tant que pays de siège, Madame Goll, de la possibilité d'une commission d'enquête internationale, c'est parce que nous voulions mettre toutes les chances de notre côté. En réalité, nous obtiendrons sans doute davantage – du moins l'espérons-nous et le voulons-nous – si nous sommes encore capables de réaliser dans un très bref délai un front homogène, uni et compact de tous les Etats qui ont affaire à cette convention et qui condamnent ensemble – et non pas unilatéralement par le fait d'un seul de ces Etats – selon les méthodes du droit international, l'abominable comportement que l'on a dans cette région. C'est un rapport d'efficacité. Le président de la Confédération, dans quelques jours, pourra vous donner quelques détails supplémentaires à ce sujet.

Frage 37:**Bäumlin. Internationale Staatenbeschwerde gegen die Türkei****Requête interétatique contre la Turquie**

In der Sommersession hat der Bundesrat die Menschenrechtssituation in der Türkei noch als relativ (zur Militärregierung von 1980–1983) verbessert beurteilt und ausgeführt, niemand in Europa würde zu einer Staatenklage Hand bieten. Berichte von AI (November 1992), den Hilfswerken (Oktober 1992), kurdischen Delegationen (Mitte Oktober 1992) und weiteren Beobachtern und Beobachterinnen reden jetzt eine andere Sprache: «... die Situation in der Türkei eskaliert in einem seit dem Putsch nicht gesehenen Masse ...» Interventionen zum Beispiel im deutschen Bundestag zeigten die Besorgnis über diese Entwicklung.

Hält der Bundesrat nun den Zeitpunkt für eine internationale Absprache und Aktion wie eine Staatenbeschwerde im Europarat nicht für gekommen?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: La situation des droits de l'homme en Turquie reste préoccupante, en particulier au sud-est du pays où l'état d'exception est toujours en vigueur pour au moins une dizaine de provinces. Les affrontements violents entre les forces de sécurité et les combattants du Parti communiste kurde ont continué de causer de nombreuses victimes parmi la population civile dans ces régions. Selon plusieurs sources fiables, des violations graves des droits de l'homme sont commises.

Les autorités turques ont cependant notifié en mai dernier, au Conseil de l'Europe, qu'elles limitaient la portée des dérogations faites à la Convention européenne des droits de l'homme, en vertu de l'état d'urgence, en ne dérogeant désormais qu'au seul article 5 de la convention, c'est-à-dire au droit à la liberté et à la sûreté. Toujours est-il qu'au mois de novembre de cette année le Parlement turc a enfin approuvé une révision de la procédure pénale visant à améliorer les droits de la défense des personnes arrêtées et à limiter ainsi le risque de torture. Ces nouvelles normes, cependant, ne seront toujours pas applicables aux provinces soumises à l'état d'urgence.

A plusieurs reprises dernièrement, en réponse à la motion Fankhauser du 1er septembre, le Conseil fédéral a exprimé sa vive préoccupation à l'égard de la situation des droits de l'homme en Turquie. Il n'a raté aucune occasion d'inviter de manière pressante les autorités turques à mieux les respecter. Lors de sa visite en septembre, le secrétaire d'Etat, M. Kellenberger, a rappelé aux autorités turques leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme. Il a répété que la Suisse condamne tout recours à la force, particulièrement lorsque la population civile en est la victime et que les abus des forces de sécurité, ainsi que toute forme de terrorisme, notamment les actes commis contre un gouvernement démocratiquement élu, devaient être impitoyablement bannis. Le Conseil fédéral continuera, car il suppose, hélas, qu'il aura encore des motifs pour intervenir en faveur d'un meilleur respect des droits de l'homme.

Lors de la Conférence du suivi de la CSCE, le 30 mars dernier, à Helsinki, l'ambassadeur von Grünigen, chef de la délégation suisse, a proposé d'examiner la possibilité d'envoyer des missions d'observateurs, de cette même conférence, en Turquie. Nous devons regretter, Madame Bäumlin, que cette idée ait été rejetée par la très grande majorité des autres Etats de la conférence, car le Conseil fédéral est persuadé que dans la situation actuelle une mission – c'est la même réponse que je faisais tout à l'heure – groupant plusieurs Etats contre la Turquie aurait plus de chances qu'une démarche isolée d'un Etat européen ou d'un autre Etat. C'est dans cette volonté de nous conforter avant de refaire une intervention que nous travaillons. J'observe qu'une plainte étatique contre la Turquie ne trouverait guère plus de soutien, dans l'ensemble de l'Europe, que n'en a trouvé l'idée que la Suisse a exprimée à Helsinki par son chef de mission. C'est la raison pour laquelle, face à une situation qui n'est pas satisfaisante, il faut vraiment choisir les moyens les plus efficaces. Et celui que vous suggérez, pour opportun qu'il puisse être, n'est certainement pas le plus efficace.

Frage 38:**Rechsteiner. Mietzinsteuern
Augmentation du taux hypothécaire**

Bei einer allgemeinen Teuerung von 3,3 Prozent sind die Wohnungsmieten (November 1992) um 5,8 Prozent gestiegen.

Was sagt der Bundesrat zu diesem erneut überdurchschnittlichen Mietzinsanstieg, der sich jetzt – bei Arbeitslosigkeit, stagnierenden und sinkenden Löhnen – für die Betroffenen entsprechend hart auswirkt? Weshalb ist die längst angekündigte Verordnungsänderung zum Mietrecht noch nicht durchgeführt worden?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Il est exact de dire que l'indice des loyers poursuit sa hausse, bien qu'il faille relever que le renchérissement annuel observé pendant la période allant de novembre 1990 à octobre 1991 n'était que de 8,5 pour cent alors qu'il atteignait 9,5 pour cent pour la période précédente. L'augmentation que nous observons actuellement est de l'ordre de 5,8 pour cent, Monsieur Rechsteiner, soit très nettement en recul. Cette hausse reflète les tensions qui règnent actuellement sur le marché ainsi que, partiellement, les répercussions des augmentations précédentes du taux hypothécaire, plus particulièrement si l'on se réfère au renchérissement annuel.

La modification de l'ordonnance sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux est actuellement soumise à un examen près de s'achever. Je note cependant que cette modification n'aura pas de conséquences considérables sur les hausses de loyer dues à d'éventuelles augmentations du taux hypothécaire: le Conseil fédéral n'a pas de marge et de possibilité d'action sur celles-ci; de surcroît, le Parlement, dans sa majorité, ne les lui a pas accordées. Toutefois, nous devons constater heureusement que la tendance relevée depuis l'été est inverse, de sorte qu'actuellement il n'y a pas péril en la demeure. Ce n'est pas une raison pour ne pas demeurer vigilants.

Rechsteiner: Es ist ja festzustellen, dass die fragliche Verordnungsänderung zum Schutz der Mieterinnen und Mieter schon seit Monaten auf Ihrem Tisch liegt.

Können Sie sagen, wann der Bundesrat über diese Frage entscheiden wird? Es ist bei dieser Teuerung den Mieterinnen und Mietern nicht zuzumuten, noch länger zuzuwarten.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Il est sur mon bureau depuis un mois. Je vois que les renseignements intérieurs sont presque bons, Monsieur Rechsteiner. Il se trouve en effet que cette proposition n'a pas encore rencontré l'agrément que j'appelle de la part d'autres départements. Sitôt que j'aurai terminé la procédure de préconsultation qui me permettra de le soumettre à coup sûr au Conseil fédéral, je présenterai ce projet, probablement à la séance du 13 janvier prochain.

Question 39:**de Dardel. Massnahmen gegen die Mietzinsserhöhung
Mesures contre l'augmentation des taux hypothécaires**

La hausse du coût de la vie en novembre 1992 démontre que l'inflation qui subsiste est consécutive aux pratiques économiques cartellaires, d'une part, et à l'augmentation des loyers, d'autre part.

En ce qui concerne les loyers, le Conseil fédéral porte la responsabilité de ne pas avoir modifié l'ordonnance sur les baux et loyers, en sorte de bloquer les facteurs de hausse de loyer au-delà du niveau de 7 pour cent des intérêts hypothécaires. Il n'est cependant pas trop tard pour bien faire. Le Conseil fédéral ne le pense-t-il pas?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je parle avec mon proche voisin, pour lui dire que les taux de répercussion des intérêts hypothécaires sur les loyers recouvrent, dans la fameuse ordonnance sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux, l'OBLF, les taux hypothécaires qui sont situés entre la limite inférieure de 5 pour cent ou moins et ceux qui dépassent 6 pour cent. Cette échelle n'a pas été affinée jusqu'à présent au-delà des 6 pour cent. Cependant, le

Conseil fédéral enverra prochainement en procédure de consultation un projet de modification allant dans cette direction.

Nous notons avec satisfaction que la modification prévue a perdu son caractère urgent puisque, comme je le disais tout à l'heure à M. Rechsteiner, on constate une tendance à la baisse sur le marché hypothécaire. Il n'empêche que cette consultation garde toute sa nécessité et toute sa validité.

Je voudrais ajouter une dernière remarque. L'évolution favorable du coût de l'argent pour les banques devrait les inciter à réduire les taux des nouvelles hypothèques en particulier, et je souhaite que ce mouvement, que l'on n'a pas encore observé – car il y a des délais d'attente, il y a certaines inerties d'adaptation – puisse se manifester, quels que soient les autres problèmes que les banques ont à résoudre, et que, décidément, l'évolution favorable du coût de l'argent puisse profiter au taux hypothécaire, et notamment à celui des nouvelles hypothèques.

M. de Dardel: Monsieur le Conseiller fédéral, est-ce que vous êtes bien conscient que les loyers en Suisse sont 80 pour cent plus élevés que la moyenne des loyers européens? C'est une statistique de l'OCDE qui l'a dit il y a quelques semaines. Est-ce que vous êtes bien conscient que les loyers ont augmenté deux fois plus vite depuis deux ou trois ans que l'augmentation moyenne du coût de la vie? Etes-vous bien conscient, enfin, que le Conseil fédéral, au travers de l'ordonnance d'application, a une marge de manoeuvre pour obliger des répercussions plus faibles sur les loyers? C'est possible. On peut s'occuper à la fois du problème des intérêts hypothécaires et de l'augmentation générale du coût de la vie. Il y a des règles qui peuvent être modifiées dans l'ordonnance d'application.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: J'en suis d'autant plus conscient, Monsieur le Conseiller national, que je représente cette espèce rare d'être le seul membre du Conseil fédéral à être locataire et, par conséquent, à connaître dans son vif les évolutions des taux hypothécaires par le biais du montant de mon loyer mensuel et que la circonstance que vous situez, qui fait de nous, d'une part, le peuple le plus locataire d'Europe et, d'autre part, maintenant le plus rançonné, car le plus endetté hypothécairement d'Europe, avec des taux qui se sont plutôt adaptés vers le haut, crée des problèmes extrêmement lourds. Le Conseil fédéral n'entend pas les résoudre d'une manière cosmétique et artificielle. La vérité de l'économie de marché existe là aussi. Il est prêt cependant à faire usage – si la tendance d'heureux renversements qui se manifestent maintenant devait connaître une fin – des marges de souplesse que prévoit l'ordonnance à laquelle vous vous référez et dont il sait en effet qu'elle lui permet dans une moindre mesure – mais qu'elle lui permet quand même – une adaptation.

Frage 40:

Rechsteiner. Vergessene Verfassungs- und Gesetzesbestimmungen
Dispositions légales et constitutionnelles tombées dans l'oubli

Artikel 31quinquies der Bundesverfassung verlangt vom Bund Vorkehren zur Verhütung und Bekämpfung der Arbeitslosigkeit. Ausserdem sollten Bund, Kantone und Gemeinden bei der Aufstellung ihrer Voranschläge die Konjunkturlage berücksichtigen. Gleichzeitig ist der Bund aufgrund eines Bundesgesetzes «über die Vorbereitung der Krisenbekämpfung und Arbeitsbeschaffung» vom 30. September 1954 nach den Erfordernissen zur Krisenbekämpfung und zur Förderung der Arbeitsbeschaffung verpflichtet.

Ich frage den Bundesrat:

Sind diese Gesetzes- und Verfassungsbestimmungen vergessen worden? Mit welchen Massnahmen gedenkt der Bundesrat, sie in der Praxis wieder umzusetzen?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je remercie M. Rechsteiner de rappeler à la conscience collective l'existence de dispositions constitutionnelles dont je puis vous dire que si elles

étaient peut-être oubliées ici ou là du fait de huit ans de superconjoncture, le Conseil fédéral et ses services, eux, ne les avaient point oubliées. Ils n'ont pas oublié non plus d'autres dispositions importantes pour la politique conjoncturelle. En particulier, je rappelle l'existence de l'article 39 de la constitution qui est un article d'importance pour la politique monétaire de ce pays, en même temps que l'article conjoncturel ou encore l'article 34novies qui a créé la base d'une assurance-chômage particulièrement sollicitée actuellement.

La politique financière de ces dernières années a été, nous le savons tous, fortement expansive. Elle le sera encore l'année prochaine, bien que dans une moindre mesure en raison des réductions budgétaires que vous avez contribué à apporter, Mesdames et Messieurs les parlementaires. L'idée d'un bonus à l'investissement dans ce contexte a été abandonnée, vu qu'il serait peu conséquent du point de vue de la politique conjoncturelle de procéder, d'une part, à des réductions d'investissements et, d'autre part, d'introduire en même temps un bonus à l'investissement. Mais, je m'empresse de le dire, Monsieur Rechsteiner, s'il s'agit d'un abandon momentané, ce n'est pas nécessairement d'un abandon définitif dont il s'agit.

Le Département fédéral de l'économie publique, pour son compte – et c'est important –, a décidé de renforcer l'aide aux investissements dans les régions de montagne dans le cadre de l'actuelle loi fédérale. Dans les deux années à venir, les projets d'infrastructure dans ces régions pourront être soutenus par des participations de la Confédération aux frais d'intérêts plutôt que par la politique des prêts. L'aide aux investissements sous forme de contributions aux charges d'intérêts pourra augmenter d'environ un milliard de francs le volume des investissements et cela s'ajoute à l'augmentation réelle, et pas seulement nominale, des postes du budget de la Confédération pour l'année prochaine qui ont cet effet multiplicateur sur la construction.

Je rappelle au surplus que le Conseil fédéral a libéré par une ordonnance fondée sur l'article 31quinquies – un article qui n'a pas été oublié non plus – les réserves de crise constituées par l'économie privée. Je crois que l'arsenal des dispositions n'a pas été encore pleinement utilisé, mais qu'il en a déjà été fait un usage certain, et c'était ma foi légitime, compte tenu de la situation économique difficile où nous sommes et que la décision du 6 décembre ne contribuera certes pas à améliorer.

Rechsteiner: Gestatten Sie mir noch eine Zusatzfrage.

Ist Ihnen bewusst, Herr Bundesrat Delamuraz, dass keine Verfassungsbestimmung die Deregulierung verlangt, dass aber eine Verfassungsbestimmung und Gesetzesbestimmungen die Krisenbekämpfung verlangen, welche jetzt in dieser Krisensituation auch konkrete Massnahmen erfordert?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je suis parfaitement conscient que si la disposition constitutionnelle pour la lutte contre les crises est contestée encore comme base de plusieurs interventions qui ont été faites, elle n'en existe pas moins. Je suis conscient, par ailleurs, que les projets de revitalisation, que le Conseil fédéral arrêtera au début du mois de janvier pour les présenter à l'ensemble du Parlement afin de tenir une discussion peut-être lors d'une session extraordinaire en avril-mai, ne procèdent pas d'une obligation et d'un mandat constitutionnel, mais d'une volonté, Monsieur Rechsteiner, d'améliorer de manière autonome, avec les moyens du bord, les conditions-cadres pour offrir à notre économie les meilleures qualités de compétitivité que l'on attend.

Votre question supplémentaire est pour moi l'excellente occasion de rappeler ici ce que j'ai dit en termes clairs au Conseil des Etats mardi et mercredi derniers, à savoir que cette revitalisation – il faudra en juger lorsqu'on en connaîtra le détail – ne sera pas synonyme d'abandon de l'acquis environnemental, d'abandon de l'acquis social, ni d'abandon de l'acquis régional. Je puis d'ores et déjà vous l'affirmer, ce sont les trois choses que j'ai dites et qui dictent l'opération de réflexion et de propositions que le Conseil fédéral prépare pour le mois de janvier prochain.

Frage 41:**Steffen. Zusicherungen gegenüber der EG
Déclaration de la mission suisse à Bruxelles**

Am Montag konnte man der ausländischen Presse entnehmen, dass die schweizerische Mission in Brüssel den EG-Delegationen eine Erklärung überreicht hat, in der sich der Bundesrat Gesprächsbereit über die Abschaffung des Saisonierstatuts für spanische Arbeitnehmer, die Einfuhr von Mittelmeerprodukten und die Beteiligung der Schweiz an der Finanzierung des Kohäsionsfonds gezeigt hat.

1. Wurden weitere Zusicherungen abgegeben und welche?
2. Wie begründet der Bundesrat seine offensichtliche Absicht, den Volkswillen in wichtigen Bereichen zu missachten?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Notre mission auprès des Communautés européennes à Bruxelles n'a pas fait les déclarations qui lui sont prêtées et elle a encore moins donné des assurances qui viseraient la disponibilité du Conseil fédéral pour des discussions dans les domaines couverts par l'Accord sur l'Espace économique européen. Cet espace n'a pas été admis par le peuple suisse en votation démocratique, le Conseil fédéral ne peut que s'incliner. Il cherchera les solutions qui permettraient de remédier au danger d'un isolement de la Suisse, mais assurément pas au travers des engagements de l'Espace économique européen, qui est mort.

Steffen: Es ist ja bekannt, dass die linke Hand oft nicht weiss, was die rechte tut. Ich habe den Eindruck, dass der Bundesrat manchmal nicht weiss, was Leute der Verwaltung in seinem Auftrag tun oder in seinem Auftrag nicht tun.

Mir liegen Presseberichte vor, zwar eine Aeusserung von Carlos Westendorp, dem spanischen Europa-Staatssekretär, der die Gesprächsbereitschaft des Bundesrates in einem Pressecommuniqué über den ORF verbreiten liess. Diese Meldung ist durch die Presse gegangen.

Ich möchte Sie fragen, weshalb Ihre Administration Sie hierüber nicht orientiert hat.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je connais votre esprit critique, Monsieur Steffen. Je regrette que vous ne l'ayez pas exercé à l'encontre d'une information de presse qui n'était qu'une information de presse. Vous savez mieux que quiconque ce qu'est la guerre des nerfs dans le siècle hypermédiatique que nous vivons. Je vous dis que ce qui compte, ce n'est pas tellement la déclaration que l'on fait dans un couloir avec une gerbe de journalistes à ses basques. Ce qui compte, c'est ce qui se dit autour du tapis vert, officiellement, entre délégations internationalement réunies, c'est ce qui s'écrit d'un gouvernement à un autre gouvernement, c'est ce qui se traite de cette manière. Et là, je puis vous en donner l'assurance, ce n'est pas la gauche qui ignore la droite, ni le Conseil fédéral qui serait dépassé par de talentueux et trop zélés fonctionnaires, c'est la stricte réalité. Vous pouvez bien penser que l'enfance de l'art pour le Conseil fédéral et ses agents diplomatiques était de ne prendre aucune espèce d'engagement quelconque tenant de l'EEE, du moment que le peuple suisse l'avait refusé. Rien de semblable n'a été dit, pas plus dans le milieu de Bruxelles que dans le milieu de l'AELE.

Frage 42:**Ruf. Undemokratisches Negieren des Volksentscheides über den EWR**

*Remise en question de la décision démocratique sur l'EEE
Die Reaktionen vieler befürwortender Politiker und von Teilen der Medien nach dem Nein zum EWR lassen den Eindruck entstehen, der demokratische Entscheid von Volk und Ständen werde nicht akzeptiert.*

Teilt der Bundesrat die Ansicht, Regierung und Parlament müssten nun ihre Politik auf die Grundlage dieses demokratischen Mehrheitsentscheides stellen, anstatt der vom Volk abgelehnten Integrationspolitik weiterhin das Wort zu reden?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: La décision du peuple et des cantons sera pleinement respectée, Monsieur Ruf. Je viens de le dire, mais il est peut-être préférable de le dire deux fois.

Il appartenait en revanche au Conseil fédéral d'exposer tout simplement, mais très clairement, la situation de la Suisse après ce vote et de montrer quelles étaient les limites aux solutions dites de rechange que vous-même et vos compagnons avez souvent présentées au peuple pendant la campagne. Je pense que tout ce que nous pouvons faire, selon des moyens respectant la décision souveraine, pour éviter à notre pays l'isolement – un isolement qui a connu son parachèvement hier avec la décision du Liechtenstein, – nous devons le tenter, mais dans les limites du respect parfait, sacré et démocratique de la décision du souverain.

Vous ne vouliez quand même pas qu'en cette matière je renonce à utiliser une langue claire pour répéter concrètement l'état de la situation où nous sommes et les limites de la politique de remplacement que nous devons tenter de conduire. Je crois que la langue de bois dont nous nous gargarisons parfois, les politiques parlementaires et gouvernementaux confondus, n'avait vraiment pas sa place dans un tel débat où il convenait tout simplement d'annoncer la couleur, sans fard et avec réalisme. Maintenant nous essayons de construire, avec des limites très restreintes.

Ruf: Herr Bundesrat, bereits am Abstimmungssonntag, am 6. Dezember 1992, sowie in den folgenden Tagen haben Sie sich – und auch weitere Mitglieder des Bundesrates – in aller Öffentlichkeit lautstark über den Entscheid von Volk und Ständen beklagt. Sie haben von einem schwarzen Tag für die Schweiz gesprochen.

Glauben Sie nicht, dass es zum Demokratieverständnis des Bundesrates gehören würde, nach dem gefällten Entscheid nun nicht zu klagen und zu lamentieren und über das – aus Ihrer Sicht – böse Volk zu schimpfen, sondern zu handeln und ohne Wenn und Aber die Position des Schweizer Volkes nach aussen mit Stärke und Stolz zu vertreten, statt auch gegenüber internationalen Partnern immer wieder den Entscheid des eigenen Volkes, des eigenen Souveräns, zu bedauern?

Eine zweite Frage:

Ueber das Wochenende ist von verschiedenen Seiten her, einesteils von einer Gewerkschaft, andernteils auch in gewissen Medien die Forderung erhoben worden, die Abstimmung über den EWR solle wiederholt werden und der Bundesrat solle entsprechende Möglichkeiten prüfen.

Können Sie, Herr Bundesrat Delamuraz, hier in aller Öffentlichkeit verbindlich erklären, dass der Bundesrat eine Wiederholung der EWR-Abstimmung entschieden von sich weist und auch entsprechende Begehren mit aller Deutlichkeit ablehnen wird?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Pour répondre à votre première question, je dirai que le Conseil fédéral a déclaré d'emblée qu'il s'inclinait devant la décision qui a été prise et il a dit ensuite – ce que vous ne lui pardonnez pas parce qu'il vous met face à la vérité – qu'il ne pouvait tout simplement pas prétendre que la voie serait facile et qu'il allait tout entreprendre, avec imagination, créativité et force. C'est ce que j'ai fait toute la semaine dernière: utiliser ces créneaux, précisément pour essayer, avec nos partenaires et à l'intérieur du pays, de reconstruire. Vous ne vouliez tout de même pas que nous vous disions que c'était la tâche la plus voluptueuse et la plus délicate pour nous! Nous l'avons dit: nous l'avons respectée, nous la respecterons jusqu'au bout, mais elle nous impose un chemin difficile.

Le terme a été utilisé: on a choisi la voie difficile et je voudrais que, au moment où nous nous engageons dans cette voie difficile de la solitude, de l'isolement en tout cas, nous sachions qu'il n'y a guère d'illusions à se faire, mais qu'il y faudra de la force pour parvenir à nos fins. C'est cela qui compte et c'est cela qui animera le Conseil fédéral. Nous n'avons pas construit à Berne le mur des lamentations, nous avons construit à Genève le mur de la Réformation. C'est plutôt devant ce dernier que nous nous trouvons placés maintenant.

Votre deuxième question concerne, je crois, un nouveau vote sur l'Espace économique européen. Vous qui suivez mes déclarations publiques avec tant d'attention – ce en quoi vous avez raison, c'est une source quotidienne d'inspiration, – vous

aurez peut-être lu que j'ai répondu, en tout état de cause, à une question qui m'était posée publiquement à Genève sur ce point précis, que le Conseil fédéral ne prendrait pas d'initiative dans ce domaine et que, en l'état actuel des choses, il respecte la décision souveraine qui a été prise le 6 décembre. Le Conseil fédéral ne sera donc pas l'instigateur d'un nouveau vote sur la question. Il y a pour cela, si d'aucuns le veulent dans ce pays, d'autres moyens constitutionnels qu'une décision du Conseil fédéral, et si vous voulez vous associer vous-même à une telle démarche, je vous conseille, par exemple, l'initiative cantonale – ce serait sympathique que les cantons voisins du Liechtenstein, par exemple, puissent se saisir d'une telle initiative. Mais comme vous connaissez fort bien la constitution, je n'ai pas besoin de vous le conseiller. Ma réponse à votre deuxième question est simple: le Conseil fédéral ne sera pas l'agent d'une telle démarche.

Frage 43:

Scherrer Jürg. Volkswirtschaftliche Verluste durch Abwanderungen von Unternehmen

Pertes économiques entraînées par des transferts d'entreprises à l'étranger

Bundesrat Delamuraz hat im Ständerat erklärt, durch das Nein zum EWR gingen der schweizerischen Volkswirtschaft jährlich rund 600 Millionen Franken verloren.

Tatsächlich erleidet die schweizerische Volkswirtschaft seit Jahren Verluste, zum grossen Teil bedingt durch die Abwanderung von Betrieben ins nahe Ausland. Dies aber als Folge der zunehmenden, die Wirtschaft behindernden Regelungsdichte und nicht im Zusammenhang mit dem EWR.

1. Auf welchen Betrag beziffern sich die volkswirtschaftlichen Verluste, welche auf die bis heute stattgefundenen Abwanderung von Betrieben zurückzuführen sind?

2. Ist der Bundesrat bereit, die für die Erstarkeung der schweizerischen Volkswirtschaft nötigen Liberalisierungen vor allem in den Bereichen Umweltschutz (UVP, Verbandsbeschwerderecht), Raumplanung und Baugesetzgebung unverzüglich an die Hand zu nehmen?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: J'observe, en relisant minutieusement les notes de mes interventions à la Chambre haute, que j'ai parlé de quelques centaines de millions de pertes dans les marchés publics comme conséquence du vote négatif du 6 décembre 1992, et que je ne me suis pas risqué à donner l'appréciation chiffrée de 680 millions. Si je l'ai fait, c'est parce que je ne voulais pas me lier, à la virgule près, aux appréciations faites pourtant par des milieux économiques experts et concernés qui, eux, avaient très clairement apprécié les difficultés que nous connaissons dans ce domaine, difficultés qui n'ont pas tardé à se marquer par l'exigence de certains pays de vouloir ouvrir nos marchés publics à leurs entreprises ou alors, en cas de refus de notre part, de fermer leurs marchés publics à nos entreprises, là où ces entreprises réalisent de gros chiffres.

En ce qui concerne les pertes économiques dues au déplacement d'entreprises suisses à l'étranger, qui sont intervenues avant le 6 décembre, il n'est pas possible de donner des chiffres précis. Je veux simplement dire à M. Scherrer Jürg, en toute clarté aussi, que certains de ces déplacements ont sans doute été inspirés par d'autres raisons que l'incertitude suisse en matière de politique européenne, mais aussi qu'un certain nombre ont été déclenchés par les incertitudes de cette politique et, maintenant, par la certitude que nous n'appartenons pas aux Etats de l'Espace économique européen, à la différence de nos cinq voisins. Certains déplacements d'entreprises suisses ont déjà privé notre économie d'emplois. Ce phénomène prend aujourd'hui beaucoup plus d'acuité en raison de la situation économique difficile en général, et nous fait craindre deux choses: une aggravation de l'effet produit et, d'autre part, un impact psychologique peu créateur quant à l'image de la place économique suisse.

La volonté du Conseil fédéral de libéraliser dans le bon sens du terme, et non pas à l'aveuglette, et non pas selon la loi de la jungle, l'économie suisse est une volonté intacte, elle la rend d'autant plus nécessaire. Je viens de m'expliquer, Monsieur

Scherrer, sur cette question, je n'y reviens pas. Sachez que nous, Conseil fédéral, allons de l'avant.

Frage 44:

Wiederkehr. Erfolgreiche Landwirtschaftspolitik? Politique agricole à succès?

Das Bundesamt für Landwirtschaft bezeichnete in seiner Antwort auf die Denner-Inseratenkampagne die schweizerische Landwirtschaftspolitik als erfolgreich. Wie kommt das Bundesamt für Landwirtschaft angesichts der volkswirtschaftlichen Kosten von sieben Milliarden Franken zur originellen Ansicht, die schweizerische Landwirtschaftspolitik sei erfolgreich?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral vous prie de reprendre le 7e rapport sur l'agriculture. Ce rapport expose, à la page 285 de son édition allemande et à la page 287 de sa version française, la manière dont la politique agricole a déjà atteint ses objectifs, là où il parle du bon approvisionnement en denrées alimentaires du point de vue de la qualité et de la quantité, du niveau du revenu agricole qui soutient la comparaison avec le revenu du reste de la population suisse, et enfin de l'exécution de tâches d'intérêt général que l'on attend de l'agriculture dans sa multifonctionnalité.

Et puis, face à l'évolution des conditions-cadres, le Conseil fédéral rappelle, dans ce rapport sur l'agriculture, la nécessité d'une nouvelle orientation de la politique agricole, et il en présente le programme en douze points – chapitre 365 du 7e rapport – lorsqu'il dit: 1. rapprochement des prix agricoles aux conditions du marché; 2. paiements directs; 3. renforcement de l'orientation écologique. Le coût, le prix ne constitue pas l'unique indicateur d'appréciation de la politique agricole. Le montant de 7 milliards de francs suisses, calculé par l'OCDE, doit être interprété avec réserves, car ce chiffre repose sur des hypothèses dont certaines, Monsieur Wiederkehr, sont vraiment sujettes à discussion, par exemple les prix mondiaux qui servent de référence. Et nous savons bien qu'ils ne sont pas une vérité absolue.

Il faut souligner qu'il faut tenir compte, lorsque l'on calcule en ESP, c'est-à-dire en équivalents de subventions à la production, des avantages que procure l'agriculture à la société. Voilà ce que je peux répondre, pour m'en tenir à l'essentiel, à la question immense que vous posez et qui soulève tout le problème de la politique agricole.

Wiederkehr: Ich danke Ihnen, Herr Bundesrat, für die Antwort. Meine einzige Zusatzfrage ist: Warum braucht es zuerst die Antwort eines Bundesrates, bis man eine richtige Antwort bekommt?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: C'est que les conseillers fédéraux sont les meilleurs! (*Hilarité*)

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Hari: Die Ausführungen unseres Herrn Bundesrat Delamuraz von letzter Woche veranlassten mich, hier ans Pult zu treten, um eine persönliche Erklärung abzugeben. Ich danke Herrn Bundesrat Delamuraz, dass er heute doch etwas anders – ich möchte sagen: besser – reagiert hat als letzte Woche im Ständerat.

Wir alle hier im Saal haben anlässlich unserer Wahl ins eidgenössische Parlament den Schwur oder das Gelübde auf unsere Verfassung abgelegt. Auch Sie, Herr Bundesrat, durften dies tun. Die Abstimmung über den Beitritt zum Europäischen Wirtschaftsraum liegt nun hinter uns. Volk und Stände haben sich dagegen entschieden. Es ist nun an uns, diesen Entschluss zu akzeptieren; dazu sind wir von der Verfassung her verpflichtet. Ich erinnere an einen Satz aus der Eidesformel. Wir haben geschworen und gelobt, die Freiheit und die Rechte des Volkes und seiner Bürger zu schützen und zu schirmen und alle uns übertragenen Pflichten gewissenhaft zu erfüllen.

Wir alle hier, Bundesrat und Parlament, sind aufgerufen, Lösungen zu suchen, um die gegenwärtig etwas schwierige Situation in der Wirtschaft zu verbessern. Dies kann uns nur ge-

lingen, wenn alle betroffenen Kreise mithelfen und am gleichen Strick in gleicher Richtung ziehen. Ich rufe alle hier im Saal zur Besonnenheit auf.

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Je remercie le colonel de nous rappeler les principes de la discipline démocratique. Je suis aligné, couvert. Je lui signifie simplement que le front que nous avons à occuper est un peu plus difficile que celui dont nous rêvions, mais ce n'est bien entendu pas dans la jérémiade et le gâteau aux reproches que nous ferons nos prochains banquets. C'est dans l'unité, cette unité à laquelle je l'appelle tout autant qu'il m'appelle, car entre gens de volonté nous nous retrouvons.

Question 45:

Gardiol. Konsequenzen aus der Konferenz von Rio Suivi de la conférence de Rio

La conférence de Rio sur le développement durable a fermé ses portes depuis six mois. La Suisse s'est engagée par des déclarations officielles et la signature de conventions.

Je demande au Conseil fédéral d'informer le Parlement sur le suivi qu'il envisage de leur donner. Est-il prévu de publier et distribuer l'agenda 21 afin que les parlementaires et le public en soient informés? Quels sont ses plans afin de traduire dans les faits les engagements pris à Rio?

M. Cotti, conseiller fédéral: Je veux signaler à Mme Gardiol que les efforts actuels concernant le suivi de la Conférence de Rio, indépendamment des problèmes qui concernent l'installation de locaux à Genève, se rapportent surtout à la ratification des deux conventions sur la biodiversité et sur les changements climatiques qui ont été les résultats les plus concrets de cette conférence.

Mais votre question est tout à fait justifiée. Du point de vue de la réflexion, l'agenda 21 représente quelque chose de très important pour le futur. Nous envisageons de publier dans les langues nationales une édition abrégée concentrée sur l'essentiel de l'agenda 21 pour l'année 1993. Le rapport de la délégation suisse à la CNUED sera disponible pour le public suisse en même temps.

Mme Gardiol: Monsieur le Conseiller fédéral, je vous remercie de votre réponse. J'aurais une question accessoire à vous poser.

Dans le rapport que j'ai lu, vous mentionnez le rôle important qu'ont joué les ONG dans le cadre de la délégation suisse. Est-ce qu'il y aura une commission ou un groupe de travail qui va poursuivre ces travaux, aller de l'avant avec les décisions prises à Rio? Est-ce que le Conseil fédéral a l'intention de continuer à inclure les ONG dans les travaux de réflexion dans ce domaine?

M. Cotti, conseiller fédéral: Je peux répondre à Mme Gardiol qu'effectivement l'expérience de Rio ou l'intégration totale des organisations non gouvernementales à la délégation suisse et dans le travail de celle-ci nous aura finalement permis de conclure – mais c'était la conviction du Département fédéral de l'intérieur depuis le début – que l'intégration totale de ces organisations dans les travaux futurs sera indispensable.

Je peux vous dire aussi que nous envisageons, pour ce qui a trait à la Conférence de Lucerne qui aura une grande importance pour l'environnement en Europe, d'associer entièrement les organisations non gouvernementales à la délégation et aux travaux préparatoires de la conférence elle-même.

Frage 46:

Schmid Peter. Massnahmen zum Schutz der tropischen Regenwälder

Mesures de protection des forêts tropicales

Seit März 1988 sind folgende Vorstösse zum Schutz der tropischen Regenwälder eingereicht worden: zwei Motionen, zwei Kommissionspostulate, drei Interpellationen, drei Einfache Anfragen und mehrere Petitionen. In ihrer Beantwortung teilt der Bundesrat die Besorgnis, die in den Vorstössen zum Ausdruck

kommt, und sichert jeweils seine Unterstützung und Zusammenarbeit in internationalen Gremien zugunsten des Tropenwaldschutzes zu. Was aber letztlich zählt, sind die konkreten Taten.

Was ist nun ausser Zusicherungen erfolgt oder beschlossen worden hinsichtlich:

- *Deklaration von Tropenhölzern allgemein;*
- *Bezeichnung von Tropenhölzern aus nachhaltiger Nutzung;*
- *Handelsabkommen mit Ländern, in denen Tropenwälder geschützt bzw. nachhaltig genutzt werden;*
- *Einfuhrverboten von Tropenholz aus Ländern, in denen immer noch eine systematische Abholzung der Wälder festzustellen ist?*

Bundesrat Cotti: Herr Schmid Peter, einseitige handelspolitische Massnahmen müssen aus folgenden Gründen vom Bundesrat abgelehnt werden:

1. Deklarationen, Bezeichnungen haben nur im Rahmen von internationalen Abkommen zwischen Herkunfts- und Bestimmungsländern Aussicht auf Erfolg. In diesem Zusammenhang ist die Arbeit der internationalen Tropenholzorganisation und insbesondere ihr Projekt «Nachhaltige Nutzung 2000» von besonderer Bedeutung. Dieses Projekt wird übrigens von der Schweiz unterstützt.

2. Die Schweiz unterstützt die Bestrebungen der EG zur Realisierung eines umfassenden «Oeko-Labels» für Tropenholz. Die Schweiz wird an der Ministerkonferenz über den Schutz des Waldes in Helsinki im Juni 1993 teilnehmen und sich substantiell mit diesen Fragen auseinandersetzen.

Zum Schluss noch eine rein quantitative Bemerkung: Rein mengenmässig sind die Tropenholzimporte für die Schweiz von relativ geringer Bedeutung; sie machen etwa 34 Millionen Franken pro Jahr aus. Es bestehen deshalb auch keine Handelsabkommen bezüglich Tropenholz.

Frage 47:

Sieber. Kommission für Freisetzungsversuche Commission compétente pour les essais de culture en plein champ

1993 ist ein Freisetzungsversuch mit genetisch manipuliertem Mais geplant. Ich habe gehört, dass die für die Beurteilung und Bewilligung der Freisetzungsversuche zuständige Kommission neu gebildet werden soll (bisher zuständig: Schweizerische Kommission für biologische Sicherheit). Ist der Bundesrat bereit, in dieser neuen Kommission die ethischen Aspekte (die in der Öffentlichkeit auf breites Interesse stossen) durch einen Ethiker oder eine Ethikerin als Kommissionsmitglied vertreten zu lassen?

Bundesrat Cotti: Nach der Ablehnung des EWR-Vertrages, Herr Sieber, gibt es im Rahmen von Eurolex keine beschlossene USG-Ergänzung, denn die Fachkommission, die vom Parlament vorgesehen worden war, fällt mit der Ablehnung der Eurolex dahin. Wir planen aber bis zur bevorstehenden Aenderung des Umweltschutzgesetzes (USG) im ordentlichen Verfahren die Einsetzung einer Ad-hoc-Kommission. In diese Ad-hoc-Kommission werden auf alle Fälle auch Vertreter ethischer Anliegen Einsitz nehmen. Das kann ich Ihnen garantieren, bis, wie gesagt, die generelle Diskussion im Rahmen des Umweltschutzgesetzes in diesem Parlament stattfindet.

Frage 48:

Mühlemann. Forschungs- und Bildungsprogramme der EG

Programme de recherche et de formation de la CE

Im Zusammenhang mit der Beteiligung der Schweiz an den Forschungs- und Bildungsprogrammen der Europäischen Gemeinschaften 1993–1996 gab der Bundesrat bekannt, dass im Falle einer Ablehnung der EWR-Vorlage das Ziel der Programm-beteiligung auf bilateralem Wege angestrebt werde.

Was hat der zuständige Departementschef für Wissenschaft und Forschung vorgekehrt, um bilaterale Lösungen rasch zu erreichen?

Bundesrat **Cotti**: Herr Mühlemann weiss, dass der Bundesrat in der Botschaft zur integralen Beteiligung der Schweiz an den EG-Forschungs- und -Bildungs-Rahmenprogrammen festgehalten hat – deshalb die Trennung zur Eurolex –, dass wir unbedingt bei diesen Programmen mitmachen möchten, auch wenn das Schweizer Volk den EWR zurückweisen würde. Wir haben das gesagt aufgrund der Ueberzeugung, dass es natürlich ganz besonders im Forschungs- und Bildungsbereich gar keine Alleingänge geben kann. Die Zielsetzung des Bundesrates bleibt bestehen. Sie werden noch diese Woche über die Botschaft des Bundesrates befinden müssen, und ich hoffe sehr, dass Sie die Kredite bewilligen werden, die dazu die Voraussetzung schaffen sollten – Herr Mühlemann, ich sage bewusst: die Voraussetzung –, denn es ist ja bekannt, dass nunmehr, das ist eben eine der Folgen der Abstimmung, nur die EG aufgrund ihres eigenen Willens beschliessen kann, ob unsere integrale Beteiligung bewilligt werden kann oder nicht. Wir werden – sofern Sie die Kredite bewilligen – unverzüglich Kontakte mit Brüssel aufnehmen. Ich persönlich habe schon welche gehabt, damit mindestens in diesem beschränkten Bereich die volle Teilnahme der Schweiz gewährleistet ist.

Mühlemann: Herr Bundesrat Cotti, wir werden uns wahrscheinlich am Freitag über das Thema «EG-Forschungsprojekte» noch einmal unterhalten. Darf ich Sie fragen: Haben Sie uns bis dann mehr vorzuschlagen als heute? Haben Ihre Kontakte in Brüssel ergeben, dass dort noch Türen offen sind? Haben Sie auch Kontakte aufgenommen in Bonn oder in London oder in Paris? Hat Ihr Staatssekretär Ursprung, den wir eigens dafür zum Staatssekretär befördert haben, hier schon Kontakte aufgenommen? Es ist sehr wichtig, dass diese bilateralen Gespräche zustande kommen. Selbst die energischsten EG-Freunde und EG-Gegner sind sich einig, dass hier besonders Wichtiges auf dem Spiele steht. Darf ich Sie fragen: Haben Sie ausser vorsichtigen Kontakten noch anderes im Sinn?

Bundesrat **Cotti**: Ich kann Ihnen sagen, dass ich gestern eine halbe Stunde lang mit dem entsprechenden EG-Kommissar darüber diskutiert habe. Ich kann Ihnen auch versichern, dass die EG in ihrer heutigen Haltung für das Anliegen der Schweiz durchaus offen ist.

Ich möchte auch offen sagen, dass die 477 Millionen Franken, die Sie – wie ich hoffe – am nächsten Freitag beschliessen werden, natürlich für die EG eine gewisse Bedeutung haben. Aber wir werden natürlich Verhandlungen führen müssen, wie es uns schon vor der Abstimmung gesagt worden ist. Wir möchten sie schnell und natürlich erfolgreich durchführen. Wenn Sie erwarten, dass wir bis am Freitag schon den definitiven Segen aus Brüssel bekommen, muss ich Sie natürlich enttäuschen; das wird nicht der Fall sein.

Ich erinnere Sie auch daran, dass Herr Pandolfi, der entsprechende Kommissar der EG, Ende Jahr zurücktreten wird. Es gibt also dort einen Wechsel, der wahrscheinlich im Januar und Februar neue Gespräche als notwendig erscheinen lassen wird.

Frage 49:

Rechsteiner. Vergewaltigung als Asylgrund Viol comme motif d'asile

Das Bundesamt für Flüchtlinge hat am 24. Juni 1992 entschieden, dass die Vergewaltigung einer einer oppositionellen Gruppierung angehörenden Frau durch drei Soldaten als Asylgrund nicht genüge, wenn das Opfer der Vergewaltigung im Fluchtland (Zaire) nicht zuvor den Schutz des Staates durch Erstattung einer Strafanzeige gesucht habe (Entscheid zitiert und kommentiert in der Zeitschrift «Asyl» 1992, S. 44ff.).

Ich frage den Bundesrat: Was hält er von diesem zynischen Entscheid? Ist er bereit, die Vergewaltigung als Asylgrund anzuerkennen?

Bundesrat **Koller**: In der Zeitschrift «Asyl» wurde nur ein Ausschnitt der Entscheidung wiedergegeben. Herr Rechsteiner verkürzt die umfassende Begründung nochmals auf eine einzige Aussage.

Für die Gewährung von Asyl ist notwendig, dass zunächst die

Verfolgung glaubhaft gemacht wird. Ausserdem ist bei Uebergriffen durch Soldaten zu fragen, ob der entsprechende Staat die begangene Tat verfolgt, d. h., ob er den oder die Täter verurteilt und entsprechend bestraft. Ausserdem muss die Schutzwilligkeit des Staates in Würdigung seiner Rechtsordnung und Rechtsprechung geprüft werden. Kommt man aufgrund dieser Prüfung zum Schluss, es fehle an einer wirksamen Bekämpfung derartiger Uebergriffe sowie der Verfolgung der Täter, so wird die Schweiz dem vergewaltigten Opfer auf Gesuch hin Asyl gewähren. Diese Ausführungen gelten nicht nur für staatliche, sondern auch für quasi staatliche Uebergriffe. Im übrigen ist in bezug auf den konkreten Fall festzuhalten, dass seit dem 1. April 1992 gegen Entscheide des Bundesamtes für Flüchtlinge bei der Schweizerischen Asylrekurskommission Beschwerde geführt werden kann.

Rechsteiner: Herr Bundesrat Koller, sind Sie nicht auch der Auffassung, dass es für ein von Soldaten vergewaltigtes Opfer eine Zumutung ist, sich noch an die Polizei dieses Landes wenden zu müssen, wenn es sich um ein Land wie Zaire handelt? Ich erwarte von Ihnen diesbezüglich eine klare Auskunft.

Bundesrat **Koller**: Nachdem wir jetzt eine unabhängige Asylrekurskommission haben, ist es meiner Meinung nach nicht Aufgabe des Bundesrates, hier Urteilskritik zu üben. Entscheidend für den Bundesrat ist, dass unter den genannten Voraussetzungen solchen Opfern von Vergewaltigungen tatsächlich Asyl gewährt wird.

Frage 50:

Dormann. Familiennachzug für Flüchtlinge Dormann. Familial pour les réfugiés

In der Schweiz halten sich zurzeit über 200 000 Personen aus dem ehemaligen Jugoslawien auf. Darunter befinden sich zahlreiche Personen aus Bosnien-Herzegowina, welche ihre Familienangehörigen in die Schweiz nachkommen lassen möchten. Bei der Bewilligung des Familiennachzugs wenden die Kantone sehr unterschiedliche Kriterien an, und zum Teil wird der Familiennachzug in der Praxis verhindert.

Ist der Bundesrat bereit, Massnahmen zu treffen, um eine einheitliche und grosszügige Praxis zur Bewilligung des Familiennachzugs durch die Kantone sicherzustellen?

Bundesrat **Koller**: Auch der Bundesrat ist der Auffassung, dass Visumgesuche von Kriegsvertriebenen aus Bosnien-Herzegowina angesichts des menschlichen Leidens in diesem Krieg grosszügig zu beurteilen sind. Dieses Jahr wurden bereits über 50 000 Visa an Personen aus dem ehemaligen Jugoslawien erteilt. Gemäss Artikel 7 des Asylgesetzes können anerkannte Flüchtlinge ihre Ehegatten und minderjährigen Kinder jederzeit in die Schweiz nachkommen lassen. Sie werden ebenfalls als Flüchtlinge anerkannt und erhalten hier Asyl. Ihre Einreise in die Schweiz wird in diesem Fall vom Bundesamt für Flüchtlinge bewilligt. In diesem Sinne haben die von der Schweiz aufgenommenen Kriegsgefangenen Anspruch auf Familiennachzug.

Für jene Bosnier, deren Aufenthalt mit einer vorläufigen Aufnahme geregelt wurde – dies ist bekanntlich bei den Deserteuren und Refraktären sowie bei jenen Personen der Fall, die im Rahmen von Aufnahmeaktionen im Sommer des letzten Jahres aufgenommen wurden, d. h. bei den gut 2000 Zugflüchtlingen und Kindern –, hat der Bundesrat im Sinne einer Ausnahme beschlossen, dass grundsätzlich auch Familienangehörige in die vorläufige Aufnahme miteinbezogen werden können. In diesem Fall hat die kantonale Fremdenpolizei ein Gesuch an das Bundesamt für Flüchtlinge zu stellen, welches umgehend darüber entscheidet.

Asylbewerber dagegen haben während der Dauer des Asylverfahrens an sich kein Recht, Familienangehörige in die Schweiz nachkommen zu lassen. Zurzeit nehmen allerdings relativ wenig Bosnier das Asylverfahren in Anspruch. Der Grund dafür liegt in der grosszügigen fremdenrechtlichen Aufnahmepraxis. Schliesslich besteht für nahe Verwandte von Bosniern mit einer fremdenpolizeilichen Aufenthaltsbewilligung die Möglichkeit, unter erleichterten Voraussetzungen

Visa zu erhalten. Sie benötigen lediglich Einladungsschreiben, keine finanziellen Garantieerklärungen. Der Genauigkeit halber sei schliesslich festgehalten, dass sich in der Schweiz nicht 200 000, sondern über 300 000 Personen aus dem ehemaligen Jugoslawien aufhalten.

Frage 51:
von Felten. Gleichstellungsgesetz. Erscheinungszeitpunkt

Loi sur l'égalité. Date de publication

Der auf Ende 1992 angekündigte Gesetzentwurf über die Gleichstellung von Frau und Mann liegt noch nicht vor. Wann ist damit zu rechnen?

Bundesrat Koller: Der Bundesrat hätte Gesetzentwurf und Botschaft noch im Dezember verabschiedet, wenn Volk und Stände dem EWR zugestimmt hätten. Die neue Situation bedingt jedoch zahlreiche formelle Anpassungen von Gesetz und Botschaft und auch einige inhaltliche Änderungen. Der Bundesrat wird aber Gesetz und Botschaft dem Parlament im nächsten Frühjahr vorlegen.

Frau von Felten: Das Gleichstellungsgesetz war nicht Bestandteil des Eurolex-Verfahrens. Wie kommt der Bundesrat dazu, im nachhinein einen Zusammenhang mit dem EWR herzustellen? Sie haben etwas angedeutet: Welche präzisen Punkte betreffen diese Änderungen jetzt im nachhinein?

Bundesrat Koller: Das Gleichstellungsgesetz war nicht Bestandteil von Eurolex, weil wir im EWR-Vertrag eine einjährige Uebergangsfrist zugestanden erhalten haben. Aber unsere ganze Botschaft war auf den EWR-Acquis ausgerichtet, und alle diese Referenzen in bezug auf den EWR-Acquis müssen jetzt aus der Botschaft herausgenommen werden. Wir haben auch einige wenige inhaltliche Änderungen vorzunehmen, die uns nach Ablehnung des EWR-Vertrages nicht mehr gerechtfertigt zu sein scheinen.

Frage 52:
Hollenstein. Nichtanonyme Registrierung von Schwangerschaftsabbrüchen
Enregistrement non anonyme des interruptions de grossesse

Was gedenkt der Bundesrat zu unternehmen, damit die bundesrechtswidrige nichtanonyme Registrierung von Schwangerschaftsabbrüchen nicht mehr durchgeführt wird?

Bundesrat Koller: Gestützt auf Artikel 120 des Strafgesetzbuches haben die Kantone eine Meldepflicht eingeführt. Diese Ausgestaltung der Meldepflicht ist allein Sache der Kantone, und der Bundesrat kann grundsätzlich nicht intervenieren. Wird bei dieser Meldung der Name der Patientin bekanntgegeben – was in einzelnen Kantonen anscheinend getan wird –, so ist dies aus der Sicht des Artikels 321 StGB, also ärztliche Schweigepflicht, sicher problematisch. Man kann sich auch fragen, ob hier nicht ein unstatthafter Eingriff in die Privatsphäre der Patientin vorliegt.

Der Bundesrat empfiehlt daher den Kantonen, dafür zu sorgen, dass bei derartigen Meldepflichten auf Anonymität geachtet wird.

Frage 53:
Grendelmeier. Rasche Verabschiedung der in Eurolex enthaltenen Beschlüsse
Traitement rapide des textes législatifs contenus dans le paquet Eurolex

Die Eurolex-Vorlagen sind auf breite Zustimmung gestossen. Auch Gegner des EWR-Vertrages anerkannten, dass viele dieser Gesetzesänderungen – losgelöst von einem EWR-Beitritt – durchaus sinnvoll wären. Nach der Ablehnung des EWR-Vertrages fallen diese Beschlüsse dahin. Ist der Bundesrat bereit, die Eurolex-Vorlagen, sofern sie nicht zwingend den Abschluss des Vertrages voraussetzen, den eidgenössischen Räten so rasch als möglich erneut vorzulegen? Ist er bereit, dabei jene Fassungen zu wählen, in denen die Beschlüsse von den Räten in der Schlussabstimmung verabschiedet wurden?

Bundesrat Koller: Der Bundesrat prüft gegenwärtig die Wiederaufnahme von Eurolex-Vorlagen und die Weiterbearbeitung anderer Vorlagen im Zusammenhang mit der Anpassung des schweizerischen Rechtes an das EWR-Recht. Für die Wiederaufnahme kommen allerdings nur Vorlagen in Frage, die auch ohne EWR-Abkommen sinnvoll sind. In der gegenwärtigen Planung geht der Bundesrat davon aus, dass Ihnen im Frühling des nächsten Jahres eine Sammelbotschaft mit Entwürfen vorgelegt werden kann.

Die Eurolex-Vorlagen konnten in Form von Bundesbeschlüssen verabschiedet werden, weil sie auf der nunmehr verworfenen Uebergangsbestimmung der Bundesverfassung basierten. Da diese Verfassungsbestimmung weggefallen ist, müssen alle diese Vorlagen, wenn wir sie Ihnen wieder präsentieren, nun als Bundesgesetze formuliert werden. Ausserdem ist die Technik der Verweise auf das EWR-Recht nicht mehr anwendbar, weshalb die Eurolex-Vorlagen formell an die neuen gesetzgeberischen Gegebenheiten angepasst werden müssen.

Question 54:
Zisyadis. Aufhebung des Verbotes der Waffenausfuhr nach Chile
Levée de l'interdiction des exportations d'armes vers le Chili

Le Conseil fédéral a décidé de lever l'interdiction des exportations de matériel de guerre prononcée en 1973 à l'égard du Chili. Quelle peut être la justification de cette décision, puisque c'est toujours le même général qui fut auteur du coup d'Etat de 1973 qui est commandant en chef de l'armée chilienne?

Bundesrat Villiger: Der Bundesrat hat in seiner Antwort vom 30. November auf die Einfache Anfrage Zisyadis dargelegt, dass in Chile in den letzten Jahren eine günstige Entwicklung stattgefunden hat und dass das Land mit der Wahl von Präsident Aylwin vor mehr als zwei Jahren wieder eine demokratische Regierung hat. Damit sind für den Bundesrat die Voraussetzungen für ein Ausfuhrverbot für Kriegsmaterial nicht mehr gegeben, so dass dieses konsequenterweise aufgehoben wurde.

Die Person des Oberbefehlshabers der chilenischen Streitkräfte spielte beim Entscheid keine Rolle. Der Bundesrat geht davon aus – und bis jetzt spricht nichts gegen diese Annahme –, dass dieser der Kontrolle der Staatsführung untersteht.

M. Zisyadis: Monsieur le Conseiller fédéral, j'ai l'impression que c'est surtout la langue de bois que vous nous présentez avec cette réponse. Effectivement, j'ai eu une réponse à ma question concernant la situation au Chili. Mais comment est-il possible, aujourd'hui – alors que nous savons parfaitement que ce pays est encore sous démocratie surveillée, alors que nous savons que toute une série d'assassinats et de disparus n'ont pas été jugés, – que nous n'ayons toujours pas connaissance des procès sur cette question? Alors même que nous savons – et Amnesty International en parle – qu'il y a des prisonniers politiques encore aujourd'hui dans les prisons chiliennes, comment se fait-il qu'une décision de ce type puisse être prise?

Bundesrat Villiger: Ich kann Ihnen dazu nicht mehr sagen, als ich schon gesagt habe. Das ist das Ergebnis einer breiteren Ueberprüfung der Situation, die sich zweifellos zum Besseren gewendet hat; es ist sogar eine der besseren Situationen in Südamerika, und wir sind der Meinung, dass damit diese Aufhebung gerechtfertigt ist.

Frage 55:
Hollenstein. Konsequenzen der Waffenplatz-Initiative auf bereits bewilligte militärische Bauprojekte
Conséquences que l'initiative sur les places d'armes aura sur les projets de construction militaires déjà approuvés
Am 14. Dezember 1990 wurde die Initiative «40 Waffenplätze sind genug – Umweltschutz auch beim Militär» eingereicht. Das Volksbegehren fordert unter anderem in einer Ergänzung des Artikels 22 Absatz 3 der Bundesverfassung, dass «Militärische

Uebungs-, Schiess-, Waffen- und Flugplätze weder neu errichtet noch erweitert werden» dürfen.

Heute sind zahlreiche militärische Bauvorhaben, die in diese Definition fallen, zwar bewilligt, wurden aber noch nicht gebaut. Dürfen bei einer Annahme der Waffenplatz-Initiative solche vor dem Abstimmungsdatum bewilligte Erweiterungsprojekte noch realisiert werden?

Bundesrat **Villiger**: Es ist natürlich müssig, jetzt schon über die Annahme oder Verwerfung dieser Initiative zu spekulieren, aber selbst wenn die Initiative angenommen würde – was ich selbstverständlich weder annehme noch hoffe –, gäbe es keinen Grund, Bauten und Anlagen, die im Zeitpunkt der Abstimmung bereits im Bau sind und die ohne unverhältnismässigen Aufwand nicht rückgängig gemacht werden können, nicht fertigzustellen. Selbstverständlich ist Neuchlen-Anschwillen eine Ausnahme, weil die Initiative dies in der Uebergangsbestimmung ausdrücklich verlangt.

Bei Bauten und Anlagen, die im Zeitpunkt einer Annahme der Initiative vom Parlament bewilligt, aber noch nicht im Bau sind, ist die Rechtslage offen. Der Grund dafür liegt in der Initiative selber, die in vielen Punkten unklar ist und der Auslegung bedarf. Das ist auch der Grund, warum dann eine Anschlussgesetzgebung nötig werden dürfte. Diese Auslegung müsste im Fall eines zustimmenden Volksentscheids für jedes bewilligte Bauvorhaben im einzelnen vorgenommen werden. Trotz den Unklarheiten in der Initiative ist diese im Falle einer Annahme unmittelbar und sofort anwendbar. Im heutigen Zeitpunkt ist es aber praktisch nicht möglich, die konkreten Auswirkungen eines zustimmenden Volksentscheids vollständig und endgültig zu definieren. Die offenen Fragen müssten vom Bundesrat nach der Volksabstimmung vorläufig geklärt und eine Praxis festgelegt werden, nämlich für die Zeit, bis in einem späteren Zeitpunkt das Ausführungsgesetz in Kraft treten würde.

Question 56:

Zisyadis. Aufhebung des Spielbankenverbotes in der Bundesverfassung

Modification constitutionnelle sur les jeux d'argent

Le Conseil fédéral paraît particulièrement pressé de soumettre au peuple la modification constitutionnelle touchant aux jeux d'argent. Peut-il nous éclairer sur les motifs qui l'ont incité à ne pas consulter, selon la procédure normale, les cantons sur ce thème qui a tant agité les esprits de notre histoire politique?

Bundesrat **Stich**: Die Aufhebung des Spielbankenverbotes wurde im Rahmen der Sanierungsmassnahmen 1992 dem Parlament unterbreitet und von ihm gutgeheissen.

Die Kantone wurden – wenn auch kurzfristig und mündlich – zur Vorlage konsultiert. Sie werden im Rahmen der Gesetzgebungsarbeit zudem ausführlich Gelegenheit zur Stellungnahme erhalten, namentlich durch Mitarbeit in der Expertenkommission und im Vernehmlassungsverfahren über den Gesetzentwurf.

Frage 57:

Müller. EWR-Nein. Besteuerung der Spirituosen Non à l'EEE. Imposition des spiritueux

Nach dem Nein zum EWR fällt nun auch die Aenderung in der Besteuerung der Spirituosen dahin. Ist der Bundesrat bereit, diesen Entscheid auch längerfristig zu akzeptieren, da die Anpassung des Alkoholgesetzes in dieser Sache jährlich 90 Millionen Franken Mindereinnahmen für die Alkoholverwaltung, viele entrüstete Bauern, das Verschwinden unserer Hochstämme und Kirschbäume und vieler Brennereien zur Folge gehabt hätte?

Bundesrat **Stich**: Vorderhand wird das geltende Alkoholrecht unverändert angewendet. Indessen muss darauf hingewiesen werden, dass das Alkoholgesetz in bezug auf die unterschiedlich hohe Besteuerung von in- und ausländischen Alkoholika gegen das Gatt-Diskriminierungsverbot verstösst. Der Bundesrat beabsichtigt daher, im Verlaufe der nächsten Jahre stufenweise die Steuersätze anzupassen. Im Jahre 1993 aber bleiben die Steuersätze unverändert.

Müller: Herr Bundesrat Stich, ich bin schon etwas enttäuscht, dass Sie hier nicht klar zusichern, die jetzige Besteuerung für einige Jahre beizubehalten. Ich bitte Sie als Finanzminister, zu sagen, warum. Der Beibehalt der jetzigen Steuer würde doch der Alkoholverwaltung 90 Millionen Franken Mehreinnahmen bringen, würde einen Teil unserer Landwirte zufriedenstellen, den Erhalt der hochstämmigen Kirsch- und Obstbäume fördern und sich zugleich präventiv auf die weitere Zunahme der Sucht im alkoholischen Bereich auswirken.

Bundesrat **Stich**: Sie haben vollkommen recht, Herr Müller. Es wäre wunderschön, wenn der Finanzminister immer das tun könnte, was ihm mehr Geld einbringt. Aber wir schliessen internationale Abkommen ab, und ich denke, wenn die Gatt-Runde zustande kommt, werden wir auch diese akzeptieren. Danach wird es dann sehr schwierig sein zu diskriminieren. Dafür bitte ich Sie schon heute um Verständnis. Ich habe Ihnen zugesichert: Wenigstens ein Jahr haben Sie Gnadenfrist. Nachher kommt eine leichte Anpassung, so leicht wie möglich, Herr Müller.

Frage 58:

Bischof. Telepac – Télépac

Wie ist es möglich, dass ein von den PTT verbreitetes Anwahlverfahren in Form einer Broschüre an alle Telepac-Kunden nur in englischer Fassung geliefert wird?

Wieso wurde nach schriftlicher Forderung weder die Dokumentation in Deutsch noch je eine Antwort geliefert?

Sind wir so weit, dass Regiebetriebe des Bundes sich erlauben dürfen, Publikationen zu verteilen, die in keiner der drei Amtssprachen verfasst sind?

Bundesrat **Ogi**: Die neue Zugangsmöglichkeit zu Telepac wurde im Oktober 1992 allen Telepac-Kunden in drei Landessprachen angekündigt. Im Sinne eines guten Kundendienstes der PTT erfolgte aber bereits im August 1992 eine Vorankündigung mit einer technischen Kurzbeschreibung als Beilage. Der Einsender des mit der vorliegenden Anfrage gleichlautenden Leserbriefes an den «Beobachter» Nr. 23, 1992, hat diese Unterlagen in der Zwischenzeit ebenfalls erhalten. Die Beilage war in der – im Umfeld der Informatik gebräuchlichen – englischen Sprache abgefasst.

Question 59:

de Dardel. Unabhängigkeit des Fernsehens Indépendance de la télévision

La Télévision suisse romande a diffusé récemment une émission sur un notaire genevois impliqué dans des spéculations immobilières et faisant l'objet d'une procédure pénale, alors que le président du tribunal de première instance de Genève avait pris une décision provisionnelle censurant totalement cette émission. Le procureur général de Genève a annoncé qu'il était intervenu auprès du Conseil fédéral pour demander des sanctions à l'encontre de la Télévision suisse romande. N'y a-t-il pas lieu plutôt, pour le gouvernement fédéral, de respecter l'indépendance de la télévision et son autonomie dans la présentation des programmes, en application de l'article 55bis alinéa 3 de la Constitution fédérale?

Bundesrat **Ogi**: Die in Artikel 55bis Absatz 3 der Bundesverfassung verankerte Unabhängigkeit und Programmautonomie von Radio und Fernsehen muss im Rahmen des Leistungsauftrages beachtet werden. Programmentscheide dürfen aber durch eine richterliche Behörde oder durch die unabhängige Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen überprüft werden.

Zum vorliegenden Fall des Westschweizer Fernsehens kann sich der Bundesrat zurzeit nicht äussern. Die Angelegenheit ist Gegenstand eines hängigen Verfahrens vor den zuständigen Genfer Justizbehörden. Die Gewaltentrennung gilt es zu respektieren.

Konzessionsrechtliche Massnahmen gegen die SRG würde das Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement als Aufsichtsbehörde nur dann erwägen, wenn eine schwerwiegende Rechtsverletzung festgestellt würde.

Frage 60:

Keller Rudolf. SRG. Teure Umfragen und Gebührenerhöhung

SSR. Sondages coûteux et augmentation du montant des redevances

Das Schweizer Fernsehen lässt eine Umfrage nach der anderen machen und betreibt damit – nicht nur beim EWR/EG-Problem – politische Stimmungsmache auf alle Seiten. Solche Umfragen kosten sehr viel, bringen im Vergleich dazu sachlich und politisch recht wenig – ausser grosssprecherischen Schlagzeilen. Gleichzeitig wird den Konsumenten eine Gebührenerhöhung angemutet. Wie sieht der Bundesrat das Problem der «Umfragitis» bei der SRG und ist er bereit, im Interesse nicht immer höher werdender Gebühren «dämpfend» auf die SRG einzuwirken?

Bundesrat **Ogi**: Der Bundesrat weist einmal mehr darauf hin, dass Fragen der Programmgestaltung bei Radio und Fernsehen nicht in seinen Zuständigkeitsbereich fallen. Artikel 55bis Absatz 3 der Bundesverfassung garantiert den schweizerischen Rundfunkveranstaltern und damit auch der SRG die Autonomie in der Programmgestaltung. Die SRG ist gemäss ihrer Konzession in der Programmgestaltung frei und für die Programme allein verantwortlich. Eine dämpfende Einwirkung des Bundesrates auf die SRG würde die erwähnte Programmautonomie in Frage stellen. Das heisst aber nicht, dass die SRG ihre Mittel nicht sparsam einsetzen muss. Schliesslich ist sie laut dem Radio- und Fernsehgesetz verpflichtet, ihren Betrieb wirtschaftlich zu führen.

Keller Rudolf: Ich habe eine Zusatzfrage. Autonomie ist schon gut, aber ich meine auch, Sie können sich da nicht immer wieder herausdribbeln, denn der Bundesrat muss ja schliesslich auch die Gebührenerhöhungen genehmigen. Und wer eine Gebührenerhöhung genehmigt, hat auch eine gewisse Verantwortung zu tragen.

In diesem Sinne frage ich Sie einfach, ob es nicht doch sinnvoll ist – wenn Sie schon das ganze soziale Umfeld immer wieder mitberücksichtigen müssen –, dass Sie sich auch die Frage stellen und vielleicht darauf einwirken, dass es hier nicht in diesem Tempo weitergeht. Denn momentan jagen sich im Fernsehen die Umfragen. Man fragt sich wirklich langsam, was das eigentlich soll.

Bundesrat **Ogi**: Darf ich Ihnen in Erinnerung rufen, dass Sie am 6. Dezember 1992 bei der Kommentierung der Abstimmung die Medien kritisiert haben, aber die SRG von dieser Kritik ausgeschlossen haben? Ich halte fest:

1. Wir wollen uns nicht herausdribbeln, sondern die SRG kann aufgrund des Budgets über ihre Tätigkeiten allein entscheiden. Die Gebührenerhöhung haben wir zugebilligt. Indem wir Budget und Rechnung genehmigen, tragen wir auch Verantwortung.
2. Die SRG hat diese Umfrage – sehr gut, wie ich meine – in Zusammenarbeit mit anderen gemacht, einmal zusammen mit «24 heures» und «BZ» und einmal zusammen mit einer anderen Unternehmung. Sie hat versucht, diese Umfragen, die ja auch bei Ihnen auf grosses Interesse gestossen sind, kostensparend durchzuführen.

Frage 61:

Reimann Maximilian. Unzumutbares Radio-Frequenzsplitting im Aargau

Partage d'une fréquence radio en Argovie

Seit Mai 1990 müssen «Radio Argovia» und das alternative «Aargauer Lokalradio» ihre Programme alternierend auf eine einzige Sendefrequenz aufteilen. Dieser Zustand erweist sich für Hörer, Programmgestalter und Werbewirtschaft je länger, je unbefriedigender. Es ist für den Aargau unzumutbar, diese Konfliktsituation noch weiter bis zur definitiven Konzessionserteilung im Jahre 1994 hinnehmen zu müssen. Sieht der Bundesrat eine Möglichkeit, diesen unhaltbaren Zustand wesentlich früher zu bereinigen? Offensichtlich fehlt es ja nicht mehr an den erforderlichen Frequenzen!

Bundesrat **Ogi**: Dem EVED sind die Schwierigkeiten bekannt, welche die beiden Aargauer Lokalradios bei der gegenseitigen Abgrenzung ihrer Programme und ihrer Werbeaktivitäten haben. Weitere Lokalradiofrequenzen stehen heute im Aargau aber nicht zur Verfügung. Das Departement hat die Massnahmen zur Verbesserung der Frequenzsituation eingeleitet, welche von der Studiengruppe UKW 92 im September vorgeschlagen worden sind. Falls eine zusätzliche Frequenz verfügbar gemacht werden kann, so unterliegt diese dem ordentlichen Ausschreibungsverfahren. Vor der Erteilung der definitiven Konzessionen werden Bundesrat oder Departement an der Situation der Aargauer Lokalradios leider nichts ändern können.

Der Bundesrat ist der Meinung, dass die gemeinsamen Probleme der beiden Frequenzpartner im Aargau in gemeinsamer Absprache zu lösen wären – so, wie es ihr Zusammenarbeitsvertrag auch klar vorsieht.

Frage 62:

Jenni Peter. SBB. Verkauf der Firma Castelletti

CFF. Vente de l'entreprise Castelletti

Ist es richtig, dass die SBB die Firma Castelletti Chiasso infolge schlechtem Geschäftsgang bzw. Kostenrechnung wieder abstossen wollen?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Dem Bundesrat ist eine derartige Absicht nicht bekannt. Im übrigen vermag der Geschäftsgang trotz Konjunkturreinbruch gemäss Auskunft der GD SBB zu befriedigen.

Frage 63:

Steinemann. SBB. Probleme mit neuen Lokomotiven

CFF. Problèmes avec les nouvelles locomotives

Die von den SBB bestellten – und mindestens teilweise aus der Treibstoffzollkasse finanzierten – 62 neuen Lokomotiven für den Huckepackverkehr haben anscheinend Umschaltprobleme für die verschiedenen Stromsysteme. So soll es bis heute nicht möglich sein, diese bis zum italienischen Umschlagbahnhof Busto Arsizio einzusetzen (Terminal ebenfalls mit etwa 48 Millionen Franken aus der Treibstoffzollkasse finanziert). Wo liegen die Probleme, und wer ist verantwortlich?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Die SBB haben 75 und nicht 62 Lokomotiven des Typs Lok 2000 für den Huckepackverkehr bestellt: Es handelt sich um Lokomotiven für nur ein Stromsystem. Sie können somit nicht auf dem Netz der italienischen Staatsbahnen eingesetzt werden; auch nicht bis zum Umschlagbahnhof Busto Arsizio.

Frage 64:

Steinemann. SBB. Kostendeckungsgrad des Huckepackverkehrs

CFF. Coûts du trafic de ferroutage

In der Fragestunde vom 9. Juni 1992 teilte Bundesrat Ogi mit, dass der gesamte Huckepackverkehr 1990 einen Kostendeckungsgrad von rund 50 Prozent aufweise, unbegleitet 68 Prozent.

Von den Hupac-Gesellschaften wird dieser Kostendeckungsgrad angezweifelt. Ist es möglich, dass diese «Shuttle-Züge» von den SBB als nicht kostendeckend deklariert werden, um die Bundessubventionen weiterhin zu bekommen?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Die Berechnung der ungedeckten Huckepackkosten basiert auf einem von der Verwaltung und den SBB ausgearbeiteten Modell. Die entsprechenden Zahlenangaben zur Berechnung der Kosten stammen aus dem innerbetrieblichen Rechnungswesen, das die Grundlage für die Untenehmungsberechnung darstellt. Diese wird alljährlich durch eine externe Revisionsstelle geprüft. Der Bundesrat sieht keine Veranlassung, die Huckepackrechnung in Frage zu stellen.

Ergänzend sei erwähnt, dass die SBB den Hupac-Gesellschaften in der Regel ganze Shuttle-Züge von A nach B verkaufen. Von diesem «Erlös» gehen aber relativ hohe Anteile an die Nachbarbahnen, wo der eigentliche Be- und Entlad stattfindet.

Für den eigentlichen Transitverkehr durch die Schweiz verbleibt den SBB alsdann nurmehr ein vergleichsweise geringer Betrag.

Frage 65:
Dreher. Kosten der «Bahn 2000»
Coût de RAIL 2000

Hartnäckig halten sich Gerüchte, wonach die Kosten für die «Bahn 2000» sich auf 18 bis 20 Milliarden Franken belaufen werden. Stimmt das?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Das Parlament hat einen Kredit von 5,4 Milliarden Franken genehmigt, Preisstand 1985. Rechnet man allein die inzwischen aufgelaufene Bauteuerung dazu, resultiert heute ein bereinigter Betrag von rund 8 Milliarden Franken. Weil die Realisierung der Neubaustrecken infolge Einsparungen zum Teil erheblich verzögert wird, dürfte sich die Umsetzung des Konzeptes «Bahn 2000» noch einige Jahre hinziehen. Weitere und umfangreiche, teuerungsbedingte Mehrkosten sind die Folge. Die Endkosten belaufen sich somit nominal sicher auf über 10 Milliarden Franken. Ueber allfällige weitere, projektbedingte Mehrkosten, die nicht anderweitig kompensiert werden können, werden die eidgenössischen Räte zu entscheiden haben. Gegenwärtig wird das Projekt «Bahn 2000» im Auftrag des Departementes überprüft.

Frage 66:
Ruf. EWR-Abstimmungswerbung der PTT bei ihren Angestellten

EEE. Propagande des PTT auprès de leurs employés
Im Vorfeld der EWR-Abstimmung erhielten sämtliche PTT-Angestellten einen Brief ihrer Generaldirektion, der eindeutig für den EWR warb.

Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass eine solche Einflussnahme eines Regiebetriebs des Bundes auf seine Angestellten unstatthaft war, und es nicht Aufgabe der Regiebetriebe ist, sich in Abstimmungskämpfe einzumischen, und zudem im vorliegenden Fall öffentliche Gelder für Abstimmungswerbung zweckentfremdet wurden?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Mit dem erwähnten Schreiben hat das Generaldirektorium der PTT-Betriebe seine unternehmerische Verantwortung wahrgenommen.

Es ist keine Abstimmungsempfehlung abgegeben worden. Der Unternehmensleitung war daran gelegen, dem Personal die Auswirkungen des EWR-Entscheides auf die PTT aufzuzeigen. Nicht mehr, aber auch nicht weniger.

Wenn ein Unternehmen von einem Volksentscheid direkt betroffen ist, scheint es dem Bundesrat legitim, über Probleme und Folgen zu informieren. Das gilt auch für einen Bundesbetrieb, für den politische Zurückhaltung die Regel sein muss.

Frage 67:
Bonny. Swissair/EWR-Nein
Swissair. Non à l'EEE

In den letzten Tagen wurden über die Folgen des EWR-Nein tatsächlich falsche Meldungen verbreitet. Stimmt es, dass der Transitvertrag zwischen der Schweiz und der EG im Anhang eine gemeinsame Erklärung beider Vertragsparteien enthält, wonach Interesse bestehe, eine Liberalisierung des Luftverkehrs zwischen der EG und der Schweiz anzustreben? Stimmt es, dass die Vorbereitungen zur Realisierung dieses Luftverkehrsabkommens schon so weit gediehen sind, dass mit grosser Wahrscheinlichkeit dem Abschluss eines solchen Staatsvertrages im Laufe der ersten Hälfte des nächsten Jahres gerechnet werden darf?

Schriftliche Antwort des Bundesrates

Zum ersten Teil der Frage:

Ja, es stimmt, dass dem Transitabkommen mit Blick auf ein mögliches Scheitern des EWR-Abkommens eine gemeinsame Erklärung der beiden Vertragsparteien beigeheftet worden ist.

Diese Erklärung lautet wie folgt:

«Die Gemeinschaft und die Schweiz nehmen den Abschluss der Verhandlungen über die Bodentransporte zum Anlass, um die Wichtigkeit einer fruchtbaren Zusammenarbeit und einer Liberalisierung im Bereich des Luftverkehrs zu betonen. Sie vertreten die Auffassung, dass sobald als möglich eine befriedigende Lösung auf der Grundlage des Acquis communautaire erreicht werden sollte.»

Zum zweiten Teil der Frage:

Es stimmt, dass im Laufe des Jahres informelle Gespräche zwischen der Schweiz und der EG-Kommission auf Expertenebene stattgefunden haben.

In Anbetracht der zeitaufwendigen Verfahren auf der EG-Seite und der Schwierigkeit des Verhandlungsgegenstandes muss offen gelassen werden, ob der Abschluss eines Luftverkehrsabkommens zwischen der Schweiz und der EG bereits im Laufe der ersten Hälfte des nächsten Jahres verwirklicht werden kann. Der Bundesrat wird aber nichts unterlassen, um das Zustandekommen eines solchen Abkommens zu fördern.

92.028

Militärische Bauten
(Bauprogramm 1992)
Ouvrages militaires
(Programme de constructions 1992)

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 2492 hiavor – Voir page 2492 ci-devant

Meier Hans: Um es vorwegzunehmen: Ich spreche nur für die Minderheit der grünen Fraktion; für die Mehrheit hat Frau Holenstein bereits ungefähr das Gegenteil gesagt.

Wir begrüssen es, dass das EMD der finanziellen Lage des Bundes Rechnung trägt und Verpflichtungskredite beantragt, die mit 160 Millionen Franken so tief sind wie noch nie seit 25 Jahren. Dem Antrag Dünki auf Streichung der Ausgaben für Sperrstellen, d. h. auf Streichen des Einbaus von Panzertürmen, werden wir zustimmen. Auch wir sind der Meinung, der militärische Wert der Sperrn sei zu überprüfen und die Centurion-Rohre seien bis dahin in Zeughäusern einzulagern. Die Anträge Steiger und Brügger Cyrill lehnen wir ab. Solange die Armee den Auftrag der Verteidigung hat, hat sie auch die Führungsinfrastruktur und die Kampfbauten zu modernisieren. Mit der Streichung von bereits bewilligten Verpflichtungskrediten im Betrage von über 90 Millionen Franken beweist das EMD, dass es bewilligte, aber noch nicht begonnene Bauvorhaben ständig überprüft und Prioritäten setzt.

Die Minderheit der grünen Fraktion wird dem Bauprogramm, mit Ausnahme der 12 Millionen Franken für Sperrstellen, zustimmen.

M. Carobbio: Comme le souligne le rapport du Conseil fédéral et comme les rapporteurs l'ont repris ici jeudi dernier, le programme de constructions 1992 est parmi les plus modestes de ces dernières années. L'énorme engagement financier pour le projet d'achat du nouvel avion de combat, la réforme «Armée 95» prévoyant une réduction des effectifs d'un tiers, et surtout les réductions budgétaires imposées par la situation financière difficile de la Confédération, ont obligé le Département militaire fédéral à faire des choix de priorité. C'est ainsi que le DMF prévoit pour les années 1992-1995 des crédits de paiement pour l'assainissement, mais aussi pour l'agrandissement d'ouvrages militaires, en particulier des places d'armes, de 290 millions de francs par année contre 370 millions de francs en moyenne durant la dernière législature. C'est un pas dans la bonne direction, mais un pas encore modeste.

Fragestunde

Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	VI
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.12.1992 - 14:30
Date	
Data	
Seite	2498-2508
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 035

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.